

TOGO

Manifestations contre Faure Gnassingbé – le gouvernement émet des mandats d'arrêt contre le M66

ALGÉRIE

Sonatrach et ENI signent un contrat de 1,35 milliard de dollars pour l'exploitation des hydrocarbures

CÔTE D'IVOIRE

Baccalauréat 2025 – un taux de réussite national de 40,15 %, en hausse de 5,98 points par rapport à 2024

NIGERIA

Nouvelles restrictions sur les visas américains – l'inquiétude enflé chez les étudiants, commerçants et touristes nigérians

GRAND FORMAT

Sonko – Diomaye : l'alliance sous pression

FRACTURES AU SOMMET DE L'ÉTAT SÉNÉGALAIS

SOMMAIRE

POLITIQUE

PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN : DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT AFFICHENT DES POSITIONS CONTRADICTOIRES SUR LA CANDIDATURE DE PAUL BIYA

4

KENYA : JOURNÉE DE MOBILISATION TRAGIQUE - AU MOINS 10 MORTS ET DES ARRESTATIONS MASSIVES CE LUNDI 7 JUILLET À NAIROBI

5

GABON : REPORT DU PROCÈS DE SYLVIA ET NOUREDDIN BONGO - LES RAISONS ÉVOQUÉES

6

TOGO : MANIFESTATIONS CONTRE FAURE GNASSINGBÉ - LE GOUVERNEMENT ÉMET DES MANDATS D'ARRÊT CONTRE LE M66

7

ÉCONOMIE

ALGÉRIE : SONATRACH ET ENI SIGNENT UN CONTRAT DE 1,35 MILLIARD DE DOLLARS POUR L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

15

CÔTE D'IVOIRE : TRANSPORT AÉRIEN - PRÈS DE 1,5 MILLIARD FCFA DE BÉNÉFICE POUR AIR CÔTE D'IVOIRE EN 2024, UN VOL DIRECT ABIDJAN-PARIS ANNONcé POUR 2025

16

GRAND FORMAT

SONKO - DIOMAYE
L'ALLIANCE SOUS PRESSION



17 - 25

SOCIÉTÉ

RDC : KINSHASA DUREMENT FRAPPÉE PAR UNE ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA, PLUS DE 700 DÉCÈS ENREGISTRÉS, TSHISEKEDI APPELLE À UNE MOBILISATION URGENTE

31

CÔTE D'IVOIRE : BACCALAURÉAT 2025 - UN TAUX DE RÉUSSITE NATIONAL DE 40,15 %, EN HAUSSE DE 5,98 POINTS PAR RAPPORT À 2024

32

SÉNÉGAL : INTERCEPTION DE 201 MIGRANTS EN PARTANCE POUR L'ESPAGNE DANS LE DELTA DU SINE SALOUM

33

NIGERIA : NOUVELLES RESTRICTIONS SUR LES VISAS AMÉRICAINS - L'INQUIÉTUDE ENFLE CHEZ LES ÉTUDIANTS, COMMERÇANTS ET TOURISTES NIGÉRIANS

34

POLITIQUE

Politique

Présidentielle au Cameroun : Des membres du gouvernement affichent des positions contradictoires sur la candidature de Paul Biya

À moins de trois mois de l'élection présidentielle au Cameroun, l'incertitude demeure quant à la candidature du président sortant Paul Biya. Alors que plus d'une vingtaine de candidatures ont été annoncées — mêlant figures de l'opposition et nouveaux venus de la société civile — le silence du chef de l'État contraste avec les déclarations discordantes de ses proches collaborateurs.

Le lundi 7 juillet, sur les ondes d'une radio française, René Emmanuel Sadi, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, a affirmé que la candidature de Paul Biya était « à 50/50 », laissant entendre que la décision n'était pas encore arrêtée. Cette déclaration a provoqué une onde de choc, alimentant les spéculations dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Quelques heures plus tard, une mise au point ferme est venue de Jacques Fame Ndongo,



secrétaire à la communication du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), le parti au pouvoir. « Paul Biya est le candidat du parti, et de manière absolue », a-t-il déclaré, contredisant ainsi son collègue du gouvernement. Il a ajouté que « le président annoncera sa décision très bientôt », sans toutefois en préciser les modalités.

Ces divergences de discours illustrent les tensions et incertitudes internes au sein du gouvernement et du RDPC, à mesure que s'approche une échéance électorale cruciale pour l'avenir du pays. Faut-il s'attendre à une candidature surprise ou à un passage de relais au sein du parti ? La question reste entière.

En attendant une communication officielle du président, les Camerounais s'interrogent sur la suite de son long règne, entamé en 1982. Une clarification s'avère urgente pour éviter que le flou actuel ne nourrisse davantage les divisions et l'instabilité politique à l'approche du scrutin.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



LE CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS (CMPL)

SPÉCIALITÉS

DIABÈTE,
TROUBLES
MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PEDIATRIE,
LABORATOIRE.

CONTACTS

07 10 78 14 06
27 22 34 55 60

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2



Le Kenya a connu, ce 7 juillet 2025, une nouvelle journée de mobilisation tragique, marquée par des violences qui ont fait au moins dix morts et 29 blessés, selon un bilan de la Commission nationale des droits humains du Kenya. Ces manifestations ont été organisées pour commémorer le 35e anniversaire de Saba Saba, date symbolique du soulèvement populaire de 1990 contre le régime autoritaire de Daniel arap Moi, en faveur du retour à la démocratie.

À Nairobi, les forces de l'ordre ont déployé un important dispositif de sécurité, bloquant les principaux accès au centre-ville, lieu traditionnel des

rassemblements citoyens. Malgré ces restrictions, des affrontements ont éclaté en périphérie entre policiers et jeunes manifestants scandant des slogans tels que « Ruto must go » et « Wantam », ce dernier exprimant le souhait d'un mandat unique pour le président William Ruto.

Cette commémoration de Saba Saba prend une tournure particulière cette année, sur fond de forte contestation sociale et politique contre la gouvernance de William Ruto. La Commission nationale des droits humains a également alerté sur la présence de groupes armés non identifiés, munis de fouets, de massues et de bâtons,

Politique

Kenya : Journée de mobilisation tragique – au moins 10 morts et des arrestations massives ce lundi 7 juillet à Nairobi

opérant aux côtés des forces de sécurité à Nairobi. Ces bandes sont soupçonnées d'avoir participé à des attaques ciblées contre des défenseurs des droits humains, notamment contre le siège de la Commission kényane des droits humains, visé la veille.

Les organisateurs du mouvement accusent les autorités de recourir à des provocateurs pour discréditer la mobilisation, tandis que le gouvernement assimile ces manifestations à une tentative de déstabilisation. La police a annoncé 567 arrestations à travers le pays, affirmant que certains manifestants étaient impliqués dans des actes de vandalisme, des pillages et des violences contre les forces de l'ordre.

Cette journée du 7 juillet souligne l'ampleur des tensions politiques actuelles au Kenya, où de nombreux citoyens continuent de revendiquer leurs droits dans un climat perçu comme de plus en plus répressif. Elle ravive aussi le souvenir de Saba Saba, moment clé de l'histoire démocratique kényane, et met en lumière les défis persistants auxquels fait face la nation.



**ECLAIR
CONSULTING**

la langue au service de l'influence africaine

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
 (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
 Riviera Palmeraie route
 Y4 Abidjan , Abidjan ,
 Côte d'Ivoire

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Politique

Gabon : Report du procès de Sylvia et Noureddin Bongo – les raisons évoquées

Au Gabon, le procès de l'ancienne Première dame Sylvia Bongo Ondimba et de son fils Noureddin Bongo Valentin, initialement prévu pour la fin juillet, a été reporté au mois de novembre. Le procureur général près la cour d'appel judiciaire de Libreville, Eddy Minang, a précisé que les audiences se tiendront du 10 au 14 novembre 2025. Ce report vise à permettre la participation d'avocats actuellement en vacances ou résidant à l'étranger, dans un souci d'équité et de respect des droits de la défense.

Cependant, cette décision intervient dans un contexte de tensions croissantes entre la famille Bongo et les autorités en place à Libreville. Les relations se sont envenimées après la diffusion de vidéos par Noureddin Bongo, dans lesquelles il formule de graves accusations sur les conditions de sa détention.

Dans l'une de ces séquences, un juge d'instruction semble suggérer que des pressions auraient été exercées par des militaires pour obtenir une condamnation de Sylvia et Noureddin Bongo, tous deux arrêtés dans la foulée du coup d'État d'août 2023.



Parallèlement, les autorités gabonaises ont renforcé leur offensive judiciaire, procédant récemment à l'arrestation du neveu et du beau-frère de Sylvia Bongo. Ces derniers sont poursuivis pour détention illégale de drogue, d'armes à feu, de devises étrangères et de défenses d'ivoire. Depuis Londres, où elle réside actuellement, Sylvia Bongo a dénoncé une manœuvre de chantage et de mise en scène politique orchestrée selon elle par le pouvoir. La situation demeure tendue, et les enjeux de ce procès sont multiples. Au-delà des aspects judiciaires, il soulève des interrogations profondes sur l'indépendance de la justice, le respect des droits humains, et les rééquilibrages politiques en cours au Gabon depuis la chute du régime Bongo.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Politique

Le climat politique se tend au Togo alors que le gouvernement a annoncé le lancement de mandats d'arrêt contre plusieurs membres du Mouvement du 6 juin (M66), un groupe qui appelle à la démission du président Faure Gnassingbé. Lors d'une conférence de presse tenue le 9 juillet 2025, le ministre de la Sécurité, le colonel Calixte Madjoulba, a implicitement désigné le M66 comme responsable des manifestations survenues en juin dernier.

Le M66, qui tire son nom de la date d'anniversaire du président, a organisé plusieurs manifestations durant le mois de juin, malgré leur interdiction par les autorités, lesquelles les considèrent comme une « tentative de déstabilisation de la sous-région ». Ces manifestations, tenues

les 6, 26, 27 et 28 juin, ont été violemment réprimées, entraînant la mort de cinq personnes selon le bilan officiel, tandis que des organisations de la société civile avancent un chiffre de sept morts.

« Nous irons jusqu'au bout ! », a déclaré le colonel Madjoulba, affirmant que le gouvernement est déterminé à retrouver tous ceux qui incitent à manifester contre le président, où qu'ils se trouvent. Il a souligné que seule la « responsabilité du gouvernement et des forces de l'ordre » avait permis d'éviter une escalade de la violence.

Le ministre a également précisé que la majorité des citoyens togolais appelant à manifester résidaient à l'étranger. Son collègue de l'Enseignement technique,

Togo : Manifestations contre Faure Gnassingbé - le gouvernement émet des mandats d'arrêt contre le M66

Isaac Tchiakpé, a ajouté que « les réseaux sociaux non réglementés constituent une menace pour l'État de droit », citant une déclaration de l'ancien président américain Barack Obama sur l'impact négatif des réseaux sociaux.

Bien que le gouvernement n'ait pas explicitement nommé le M66, il a exposé des contenus issus de conversations publiques sur les réseaux sociaux incitant à la haine et à l'agitation, ciblant ainsi de facto ce groupe. Interrogé, le chanteur Zaga Bambo, membre du M66 et résident en France, a exprimé son indifférence face aux mandats d'arrêt.

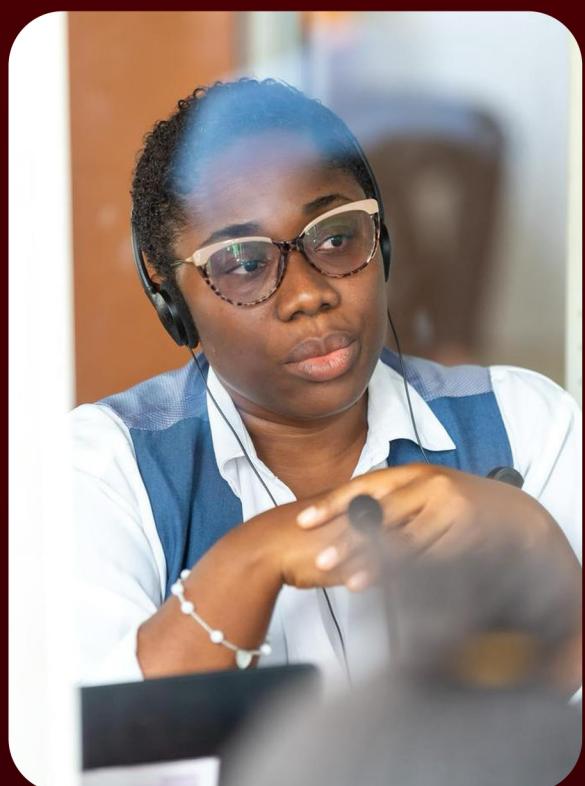
Malgré la répression, le M66 a annoncé de nouvelles manifestations prévues pour les 16 et 17 juillet, en parallèle des élections municipales, témoignant de sa détermination à poursuivre son combat contre le régime de Faure Gnassingbé.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique

Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

[https://athari-
as.com/](https://athari-as.com/)
+2250759956898
infos@athari-as.com



En savoir plus : <https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97 / info@eclairconsulting.net
Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire



LES ERREURS FRÉQUENTES DES ENTREPRISES AFRICAINES EN MATIÈRE DE TRADUCTION : COMMENT LES ÉVITER ?

PAR DR FLORA NIAGNE

Les entreprises africaines sont de plus en plus amenées à produire des contenus multilingues. Qu'il s'agisse de sites internet, de contrats, de supports marketing, de communications institutionnelles ou d'événements internationaux, la qualité de la langue utilisée devient un facteur stratégique de crédibilité et de performance. Pourtant, dans de nombreux cas, par souci d'économie ou par manque de sensibilisation, elles commettent des erreurs qui fragilisent leur image et leur efficacité.

L'une des erreurs les plus courantes est le recours systématique à des traducteurs automatiques grand public, sans aucune relecture ou validation professionnelle. Les outils comme Google Translate, DeepL ou d'autres applications en ligne peuvent sembler séduisants par leur simplicité et leur gratuité. Ils peuvent effectivement dépanner pour comprendre rapidement un texte ou un message informel. Mais utiliser ces outils pour des documents officiels, des supports de communication ou des contenus destinés à des partenaires stratégiques est une prise de risque majeure.



Les traductions automatiques sont basées sur des algorithmes qui ne maîtrisent ni les subtilités culturelles, ni les spécificités sectorielles, ni les nuances de style. Elles produisent souvent des phrases maladroites, des contresens, ou des formulations qui peuvent sembler absurdes ou risibles à un locuteur natif. De nombreuses entreprises se sont retrouvées à diffuser des messages mal traduits, parfois même incohérents ou contradictoires, perdant ainsi en crédibilité auprès de leurs clients, partenaires ou investisseurs.

Une autre erreur fréquente est de confier la traduction à une personne non spécialisée, souvent un collaborateur «bilingue» ou un proche qui «parle bien la langue». Bien parler une langue ne signifie pas maîtriser les techniques de traduction professionnelle. Traduire, c'est non seulement transposer des mots, mais aussi adapter le ton, respecter les codes culturels, maîtriser la terminologie spécifique du secteur, et produire un texte fluide et convaincant dans la langue cible. Une traduction amateur peut donner une impression d'amateurisme, ternir l'image de marque et entraîner des erreurs coûteuses, notamment dans les documents juridiques ou contractuels.

Le choix d'interprètes non qualifiés ou non expérimentés est également une erreur fréquente, notamment lors d'événements internationaux, de négociations commerciales ou de conférences. Trop d'organisations pensent qu'un bon interprète est simplement une personne qui sait parler deux langues. En réalité, l'interprétariat est un métier exigeant, qui nécessite une formation spécifique, une grande maîtrise du sujet traité, et une capacité à restituer instantanément les propos sans pertes de sens.

ni déformation. Un interprète mal préparé peut provoquer des malentendus, ralentir les échanges, ou même compromettre la réussite d'une réunion stratégique.

Enfin, certaines entreprises négligent l'étape essentielle de la validation finale. Une traduction, même réalisée par un professionnel, doit être revue et validée dans le contexte d'utilisation prévu. Par exemple, une brochure marketing destinée au marché sénégalais francophone peut nécessiter des ajustements culturels ou terminologiques différents de ceux d'un marché ivoirien. De même, un document juridique doit être validé par un expert du droit local pour éviter toute erreur d'interprétation.

Pour éviter ces pièges, les entreprises africaines doivent adopter une véritable politique de qualité linguistique. Cela passe par la sélection rigoureuse de prestataires professionnels, la collaboration avec des traducteurs et interprètes spécialisés dans leur domaine d'activité, et la mise en place de processus de relecture et de validation adaptés. Faire appel à des experts qualifiés n'est pas une dépense inutile, mais un investissement stratégique pour protéger l'image de l'entreprise, sécuriser ses échanges, et maximiser son impact sur ses marchés cibles.

Chez Éclair Consulting, nous accompagnons les entreprises africaines à professionnaliser leur communication multilingue, en leur proposant des solutions sur mesure, adaptées à leurs besoins, à leur secteur et à leurs ambitions internationales. Notre équipe d'experts garantit des traductions de qualité, des interprétations fiables, et un accompagnement de proximité pour faire de chaque prise de parole une opportunité de valorisation et de réussite.

ÉCONOMIE



En savoir plus : infos@athari-as.com
+2250759956898 / infos@athari-as.com
Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU

ATHARI SKILLS BOOST : RÉVÉLEZ VOTRE POTENTIEL PROFESSIONNEL



Face aux mutations rapides du marché du travail, Athari Advisors propose une réponse concrète et ambitieuse à travers son nouveau programme de formation certifiante: AthariSkills Boost. Pensé pour les professionnels ivoiriens et africains en quête de montée en compétences ou de repositionnement stratégique, ce programme intensif offre une expérience immersive alliant expertise, pratique et certification reconnue.

Une montée en compétences rapide et ciblée

Le programme est centré sur neuf modules opérationnels. Ces modules couvrent des domaines clés comme le QHSE, les ressources humaines, la paie, le contrôle de gestion, le marketing digital, la supply chain, le leadership ou

encore la RSE. À l'issue de la formation, les participants obtiennent une certification de niveau 7 délivrée par le CAPEMC.

Athari Skills Boost s'adresse aux jeunes actifs, cadres, responsables de service, DRH, consultants ou dirigeants d'entreprise qui souhaitent franchir un cap dans leur trajectoire professionnelle.

Une approche concrète tournée vers l'efficacité

La pédagogie du programme repose sur une combinaison d'outils et de formats conçus pour maximiser l'impact. Chaque module inclut des ateliers pratiques, des études de cas réels, des simulations, des outils de diagnostic et des livrables professionnels directement exploitables.

Des contenus conçus pour répondre aux besoins du marché

Athari Skills Boost cible directement les secteurs en tension en Côte d'Ivoire et dans la sous-région. Chaque parcours est pensé pour renforcer la réponse des entreprises aux enjeux de performance, de conformité, d'innovation ou de transformation. Qu'il s'agisse de piloter un système de management QHSE, de gérer efficacement une paie, de conduire une négociation B2B ou de déployer une stratégie digitale, chaque module combine savoirs techniques et compétences pratiques.

Le programme répond à une ambition claire : rapprocher les compétences des besoins du terrain, et accompagner la professionnalisation de secteurs clés de l'économie.

Une vision plus large de la formation professionnelle

Athari Skills Boost s'inscrit dans un écosystème plus vaste développé par Athari Advisors. L'entreprise conçoit des référentiels métiers, développe des

formations certifiantes et pilote des dispositifs d'accompagnement dans toute l'Afrique de l'Ouest. Elle intervient également dans la digitalisation des parcours de formation, la production de contenus pédagogiques et l'organisation de séminaires thématiques sur des sujets comme le leadership, la gouvernance, la gestion stratégique ou l'innovation.

Athari met ainsi au service des organisations et des talents africains des solutions sur mesure pour relever les défis du monde professionnel contemporain.

Inscriptions ouvertes et perspectives

Les inscriptions au programme Athari Skills Boost ont ouvert le 7 juillet 2025. La prochaine session accueillera un public sélectionné dans un cadre propice à l'apprentissage et à l'inspiration. Les participants repartiront avec une certification reconnue, des outils opérationnels et une vision renouvelée de leur rôle dans l'entreprise et dans leur secteur.



Pour plus d'informations et pour vous inscrire, consultez le site officiel :

www.athari-as.com/skillsboost

Economie

Algérie : Sonatrach et ENI signent un contrat de 1,35 milliard de dollars pour l'exploitation des hydrocarbures



Le 7 juillet, le géant algérien Sonatrach et la multinationale italienne ENI ont officialisé un contrat de « partage de production » d'une valeur de 1,35 milliard de dollars, marquant une nouvelle étape dans leur coopération énergétique. Ce partenariat ouvre la voie à de nouvelles activités d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures en Algérie, notamment dans l'une des principales zones pétrolières, située près de la frontière libyenne.

Ce contrat s'inscrit dans la stratégie de sécurisation énergétique de l'Italie, particulièrement dans un contexte de volatilité persistante des marchés, souvent influencés par des tensions géopolitiques. Selon Ana Maria Jaller-Makarewicz, analyste à l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis, ce type d'accord à long terme est essentiel pour stabiliser les prix dans les années à venir.

Avant l'invasion de l'Ukraine, l'Italie dépendait à 40 % du gaz russe. Cette situation a mis en lumière des

vulnérabilités structurelles. Depuis, le pays a entrepris une réduction significative de sa consommation de gaz entre 2022 et 2023, tout en maintenant un niveau stable en 2024, dans une logique de diversification énergétique.

Avec ce nouvel accord, ENI ambitionne également de renforcer ses capacités d'exportation de gaz vers d'autres pays, consolidant ainsi sa position sur le marché énergétique européen et au-delà. Il convient de rappeler qu'ENI et Sonatrach collaborent déjà depuis plus de 40 ans autour du gazoduc TransMed, qui relie l'Algérie à l'Italie via la Tunisie.

Ce contrat constitue donc un investissement stratégique et une avancée majeure dans la coopération énergétique entre l'Algérie et l'Italie, dans un contexte mondial marqué par la reconfiguration des alliances énergétiques et la transition vers des approvisionnements plus sûrs et plus diversifiés.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus <https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)

Economie**Côte d'Ivoire : Transport aérien – près de 1,5 milliard FCFA de bénéfice pour Air Côte d'Ivoire en 2024, un vol direct Abidjan-Paris annoncé pour 2025**

Le mardi 8 juillet 2025, Ahmed Coulibaly, Directeur général du Transport aérien (DGTA), était l'invité de la tribune hebdomadaire du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG), intitulée « Tout Savoir Sur... ». La rencontre s'est tenue dans les locaux du Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain (SIGFU), au cœur de la cité administrative du Plateau. À cette occasion, M. Coulibaly a dressé un bilan encourageant du secteur aérien en Côte d'Ivoire, affirmant que « les voyants sont au vert » pour l'avenir.

Une dynamique en pleine expansion

Cette dynamique s'inscrit dans la vision du président Alassane Ouattara, qui a fait du transport aérien une priorité stratégique. Sous l'impulsion du ministre des Transports, Amadou Koné, et avec le soutien du Premier ministre Robert Beugré Mambé, ce secteur est désormais perçu comme un moteur de croissance pour l'économie ivoirienne, en lien avec le développement du tourisme, du commerce et de l'ouverture du pays sur le monde.

Forte croissance du trafic aérien

Les chiffres présentés par M. Coulibaly témoignent d'une progression

remarquable. Le nombre de passagers à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny est passé de 935 130 en 2020 à 2 535 451 en 2024, soit une hausse de 171,1 %. Pour 2025, un trafic de 2 570 000 passagers est attendu. En 2024, 33,9 % des voyageurs provenaient de la CEDEAO, 24,1 % de la France, et 23,6 % du reste du continent africain. L'aéroport a enregistré 33 104 mouvements d'avions en 2024, avec une prévision de 31 348 pour 2025.

Air Côte d'Ivoire : une performance financière saluée

La compagnie nationale Air Côte d'Ivoire confirme sa montée en puissance. Entre 2013 et 2024, elle a transporté environ 7,4 millions de passagers, et a réalisé un bénéfice net de 1,48 milliard FCFA en 2024, en hausse de 125 % par rapport à 2023. Elle dessert actuellement 18 destinations en Afrique de l'Ouest et centrale.

La création de la DGTA en 2022 a permis une supervision plus efficace des activités aéronautiques, contribuant à la bonne performance du pays en matière de sûreté : 1er en Afrique et 11e dans le monde, selon l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale).

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique



GRAND FORMAT

*Sonko - Diomaye :
l'alliance sous
pression*

FRACTURES AU SOMMET DE L'ÉTAT SÉNÉGALAIS

Sonko - Diomaye : l'alliance sous pression



Le 10 juillet 2025, Ousmane Sonko, Premier ministre du Sénégal et figure de proue du parti Pastef, a surpris l'opinion nationale en prononçant un discours d'une virulence inhabituelle lors d'une réunion politique de son parti. Si les attaques contre l'opposition et certaines élites économiques ne sont pas nouvelles dans sa rhétorique, ce qui a frappé cette fois-ci, c'est sa cible : le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, son ancien compagnon de lutte et actuel chef de l'État.

Dans un ton direct et sans détour, Sonko a dénoncé ce qu'il qualifie de « problème d'autorité » au sommet de l'État, allant jusqu'à parler d'« absence d'autorité » pour décrire l'attitude du président face aux critiques et aux attaques visant le gouvernement. Plus encore, il a lancé un appel clair : que le président prenne ses responsabilités ou qu'il le laisse gouverner librement. Cette prise de parole, largement relayée par la presse locale et internationale, a immédiatement été interprétée comme un acte de rupture, voire

une tentative de rééquilibrage du pouvoir au sein de l'exécutif.

Ce discours marque un tournant dans la relation entre les deux hommes, jusque-là perçus comme un tandem stratégique et idéologique né dans l'adversité. Désigné candidat à la présidentielle par Sonko alors que ce dernier était empêché de se présenter, Diomaye Faye incarnait la continuité du projet Pastef, adossé à une alliance fondée sur la confiance. Mais les déclarations du 10 juillet laissent entrevoir une tension devenue publique, nourrie de frustrations politiques, de divergences de méthode, et peut-être d'ambitions mal alignées.

Derrière cette sortie inédite, c'est toute l'architecture du pouvoir issu de la révolution électorale de mars 2024 qui semble vaciller. Pour la première fois depuis l'alternance historique, les lignes de fracture au sommet de l'État sont visibles. Une crise de gouvernance ou une réaffirmation d'autorité ? La scène politique sénégalaise retient son souffle.

Le discours qui change tout



Le 10 juillet 2025, dans une salle acquise à sa cause, Ousmane Sonko a abandonné les circonvolutions habituelles pour livrer un discours frontal, où la colère sourdait derrière chaque mot. Si les sorties critiques du Premier ministre à l'encontre de l'opposition ou de la justice ne sont pas rares, celle-ci a été perçue comme un coup de tonnerre politique, car pour la première fois, le président Bassirou Diomaye Faye en était clairement la cible. Plusieurs expressions ont marqué les esprits. Sonko a dénoncé un « problème d'autorité », glissant ensuite vers une charge plus lourde en évoquant une « absence d'autorité ». À

travers cette formule, il laisse entendre que le président ne joue pas pleinement son rôle d'arbitre ni de soutien du gouvernement face aux attaques politiques ou médiatiques. Il s'est aussi insurgé contre le « silence » de Diomaye face aux critiques visant son équipe :

« On ne peut tolérer qu'un homme, père de famille et chef d'institution, soit traîné quotidiennement dans la boue, sous couvert de liberté d'expression. »

Le ton monte encore lorsqu'il déclare : « J'interpelle le président Bassirou Diomaye Faye pour qu'il prenne ses responsabilités, sinon qu'il me laisse faire. »

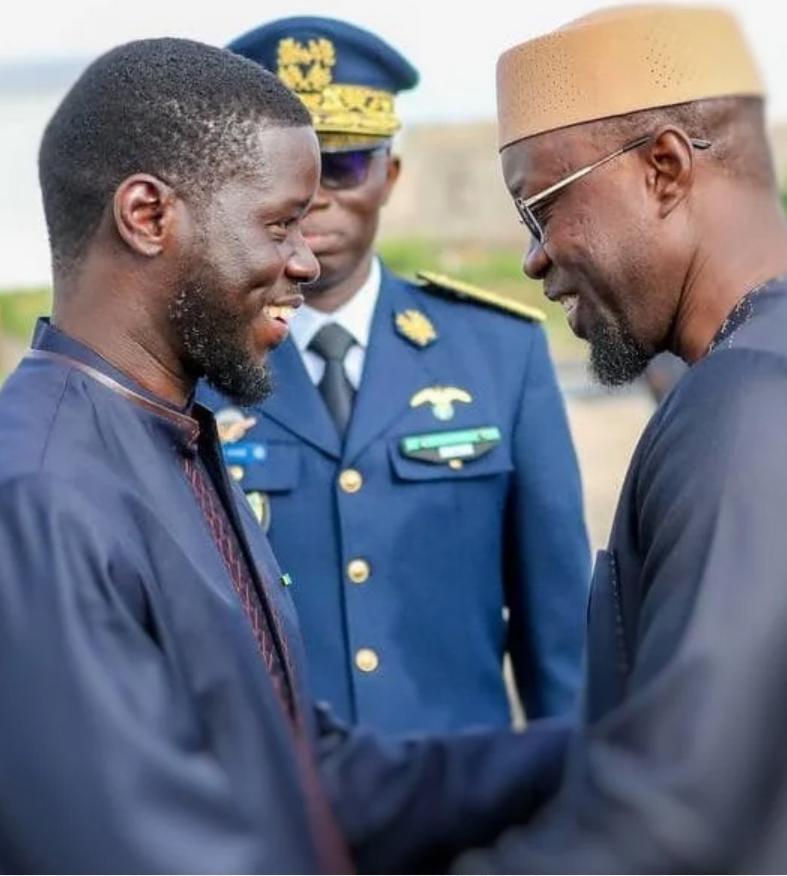
Un message sans ambiguïté qui traduit un sentiment d'entrave ou d'inconfort dans l'exercice de ses fonctions, dans un système institutionnel qui n'a pourtant jamais été pensé pour la cohabitation ou la dualité d'autorité.

La presse sénégalaise n'a pas tardé à s'emparer du sujet. L'Enquête a titré « Divorce en live », Le Soleil évoque une « ligne de faille au sommet », tandis que Seneweb parle d'un « coup de semonce lancé à la face du président ». Sur les réseaux sociaux, les hashtags #SonkoFrappeFort, #DiomayeRépondra-t-il et #GouvernementSousTension ont occupé les tendances Twitter/X dès les premières heures du lendemain.

Dans les milieux politiques, les réactions sont partagées. Les partisans de Sonko saluent un discours de vérité, une tentative de réveil face à ce qu'ils perçoivent comme un excès de prudence de Diomaye. À l'inverse, certains cadres du Pastef appellent à la retenue, craignant un étalage public de tensions internes qui pourrait affaiblir la cohésion du pouvoir et donner des arguments à l'opposition.

Cette prise de parole a agi comme un révélateur : ce que beaucoup pressentaient depuis des semaines s'est brutalement matérialisé. Le vernis de l'unité s'est fissuré. La question désormais n'est plus seulement ce que Sonko a dit, mais ce que Diomaye Faye décidera de répondre — ou de ne pas répondre.

Un duo né de la stratégie et des circonstances



Le tandem Sonko-Diomaye n'est pas né d'une alliance politique classique, mais d'une situation d'exception. En 2023, Ousmane Sonko, chef du parti Pastef et principale figure de l'opposition sénégalaise, voit sa candidature à la présidentielle compromise par une série de condamnations judiciaires. Son arrestation, suivie de la dissolution du Pastef par le régime de Macky Sall, plonge le pays dans une crise politique et sociale profonde. Mais loin de désarmer, Sonko transforme cette contrainte en stratégie.

C'est dans ce contexte tendu que Bassirou Diomaye Faye, son camarade de lutte et secrétaire général du Pastef, jusque-là peu connu du grand public, est désigné comme candidat de substitution. Incarcéré lui aussi, mais sans casier judiciaire au moment du dépôt des candidatures, Diomaye devient l'incarnation légale du projet Sonko. Sa libération, la veille de l'ouverture de la campagne électorale, grâce à une loi d'amnistie controversée, donne à cette candidature un caractère presque providentiel.

Durant la campagne présidentielle, les deux hommes avancent main dans la main, portés par un discours de rupture radicale avec le système en place : refondation des institutions, souveraineté monétaire et économique, justice sociale, lutte contre la corruption, réhabilitation du patriotisme. Diomaye Faye s'affiche comme le dépositaire fidèle du projet Sonko, tandis que ce dernier, en retrait mais omniprésent dans les esprits, galvanise les foules et polarise le débat.

Le pacte implicite entre les deux hommes repose sur un principe simple : Diomaye préside, Sonko gouverne. Une sorte de dyarchie non assumée mais tolérée, au nom de la légitimité militante de Sonko et de la complémentarité supposée entre les deux profils. Diomaye, discret, technocrate, consensuel. Sonko, charismatique, offensif, idéologue.

Les attentes étaient grandes. Dans les rangs du Pastef comme chez leurs électeurs, beaucoup voyaient en ce duo l'opportunité d'une gouvernance bicéphale mais cohérente, alliant radicalité dans les idées et pragmatisme dans l'exécution. Une alchimie qui, à peine quelques mois après la victoire historique de mars 2024, semble aujourd'hui menacée par des tensions internes et des divergences de méthode.

La réalité du pouvoir, plus exigeante que les promesses de campagne, met à l'épreuve cette construction politique atypique. Et le discours du 10 juillet en est peut-être le premier signe visible de l'éclatement de ce pacte de confiance initial.





Des tensions croissantes depuis la prise de fonction

Depuis leur arrivée au pouvoir en mars 2024, les signes de tensions entre Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye sont progressivement accumulés, d'abord à bas bruit, puis de manière de plus en plus visible. La lune de miel post-électorale a laissé place à une cohabitation institutionnelle délicate, où les équilibres du pouvoir s'avèrent plus difficiles à gérer que prévu.

L'un des premiers points de friction est apparu lors de la formation du gouvernement. Sonko, en tant que Premier ministre, avait des ambitions claires sur la composition de son équipe. Mais plusieurs nominations à des postes-clés ont été faites sous l'arbitrage discret de la présidence, provoquant des frustrations au sein du camp Sonko.

Autre divergence : la posture présidentielle de Diomaye Faye, jugée trop effacée, voire passive, par certains cadres du Pastef. Là où Sonko incarne une parole politique tranchante, Diomaye adopte un ton plus institutionnel, plus mesuré. Ce contraste de style est perçu par une frange militante comme un ralentissement du rythme révolutionnaire promis, voire comme une forme d'attentisme

dans un contexte où les attentes populaires sont immenses.

Sur le fond, plusieurs dossiers-clés stagnent. La réforme de la justice, la refonte des institutions, ou encore le lancement effectif de la reddition des comptes se heurtent à des lenteurs administratives et à une prudence politique assumée du président. Or, pour Sonko, ces réformes constituent le socle même du projet de rupture.

Enfin, l'absence de clarification institutionnelle sur les prérogatives exactes du Premier ministre dans ce contexte de dyarchie non formalisée complique davantage la situation. Sonko, tout en étant chef de gouvernement, donne parfois l'impression d'avoir les mains liées, ce qu'il a explicitement dénoncé dans son discours du 10 juillet.

Ces tensions, longtemps contenues derrière la façade de l'unité, semblent aujourd'hui atteindre un point critique. Et si la parole a été brisée publiquement, c'est sans doute qu'en coulisses, le mal est plus profond qu'il n'y paraît.

Ce que ce clash révèle sur le fonctionnement du pouvoir

La prise de parole d'Ousmane Sonko, en critiquant frontalement le président Diomaye Faye, n'est pas qu'un épisode de tension politique. Elle met à nu les limites structurelles du pouvoir exécutif sénégalais tel qu'il est aujourd'hui incarné par le tandem issu du Pastef. Le choc entre ambition militante et logique institutionnelle révèle un dysfonctionnement plus profond : rien dans la Constitution ne prévoyait réellement l'émergence de ce duo bicéphale.

Depuis son entrée en fonction, le rôle du Premier ministre demeure ambigu, même après sa restauration par la réforme institutionnelle. Théoriquement chargé de diriger l'action du gouvernement, il reste subordonné à un président aux pouvoirs très étendus. Or, dans le cas précis du duo Sonko-Diomaye, cette architecture se heurte à une situation inédite : le chef du gouvernement concentre la légitimité populaire, l'autorité militante et la capacité d'entraînement, tandis que le président, bien qu'élu, reste perçu comme le dépôt vivant d'un projet porté par un autre.

D'où cette question, désormais posée ouvertement : Diomaye est-il un président effacé ou un stratège silencieux ? Son refus d'entrer dans le rapport de force frontal, sa communication discrète, son refus apparent de défendre publiquement le gouvernement, ont pu être interprétés comme des signes de retrait. Mais d'autres y voient une volonté

délibérée de se distinguer de Sonko, d'exister politiquement par un style propre, plus présidentiel, plus institutionnel — une manière de désamorcer les tensions internes et de s'ancrer dans la durée, au-delà de la figure du Premier ministre.

Dans les faits, le Sénégal semble expérimenter une forme inédite de cohabitation, bien que les deux têtes de l'exécutif appartiennent au même camp. Il ne s'agit pas d'un désaccord entre partis rivaux, mais d'une crise de gouvernance entre deux personnalités dont le rapport au pouvoir diffère profondément. Une dyarchie non assumée s'est installée, sans cadre clair, avec des conflits de priorités, de rythmes et d'interprétation des responsabilités.

Ce clash révèle donc une faille institutionnelle, mais aussi une interrogation politique majeure : le projet du Pastef, bâti sur la discipline, la clarté idéologique et la radicalité réformatrice, peut-il survivre à l'exercice du pouvoir réel, avec ses compromis, ses lenteurs, et ses contradictions internes ?

Le choc Sonko-Diomaye dépasse les egos. Il interroge la maturité du pouvoir issu de l'alternance, la capacité des institutions à absorber des tensions sans sombrer dans la paralysie, et surtout, il oblige à poser une question que beaucoup évitaient jusqu'ici : qui gouverne réellement le Sénégal aujourd'hui ?





CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS

- Diabète
- Troubles métaboliques
- Nutrition clinique
- Médecine générale
- Gynécologie
- Pédiatrie
- Laboratoire



Contacts
07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60 / cdna.medical@gmail.com

localisation
Riviera palmeraie, rosiers programme 2, barrière 2

Réactions et perceptions dans l'opinion

Position du Pastef : entre soutien, silences et divisions

Au sein du Pastef, la réaction à la prise de parole d'Ousmane Sonko a été contrastée. Si une large part des militants applaudit un discours perçu comme courageux et libérateur, certains cadres plus modérés s'inquiètent d'une exposition publique excessive des tensions internes, potentiellement nuisible à l'unité du parti. Une source proche du parti confie que ce ton « divise les responsabilités de façon trop frontale », là où les « alliés préfèrent une ligne de dialogue plus discrète ».

Sentiment populaire : entre désillusion, renouveau et critiques

Du côté de l'opinion publique, les réactions oscillent entre soutien renforcé à Sonko — vu comme celui qui porte la voix populaire — et déception envers un président jugé effacé. De nombreux jeunes louent Sonko pour sa franchise, tandis qu'une frange exprime une certaine désillusion face à l'absence de réponses concrètes à leurs préoccupations quotidiennes.

Un récent sondage révèle que 67 % des Sénégalais estiment que le gouvernement de Faye et Sonko mène le pays sur la bonne voie, même si 47 % jugent la situation économique délicate. Cette tension apparente : forte approbation de fond, mais critiques sur la gestion et les résultats.



Et maintenant ? Les scénarios possibles

Le discours du 10 juillet a levé le voile sur une tension désormais assumée au sommet de l'État sénégalais. Mais quelle suite peut-on imaginer ? Trois scénarios majeurs se dessinent, chacun porteur de conséquences politiques, institutionnelles et géopolitiques.

Scénario 1 : Réconciliation sous pression

Dans ce premier scénario, le président Diomaye Faye et son Premier ministre choisissent de taire leurs différends au nom de l'unité du pouvoir et de la stabilité du pays. Une clarification est opérée en interne, possiblement à travers une redéfinition tacite

des rôles ou des arbitrages plus équilibrés entre la présidence et la primature.

Ce scénario pourrait être soutenu par les principaux cadres du Pastef, les alliés parlementaires, et même certains partenaires internationaux, soucieux d'éviter une crise politique précoce dans un pays jusque-là cité en exemple pour sa transition démocratique. Mais la réconciliation ne pourra être durable que si elle s'accompagne d'un calendrier clair de réformes visibles, condition essentielle pour restaurer la confiance d'un électoral impatient.

Scénario 2 : Remodelage du gouvernement

Une autre issue serait un remaniement stratégique, orchestré par le président, pour rééquilibrer les forces au sein de l'exécutif. Ce remodelage pourrait répondre à deux objectifs : d'une part, donner à Sonko les coudées franches dans certains secteurs prioritaires (justice, réforme institutionnelle, lutte contre la corruption), et d'autre part, calmer les tensions internes en mettant à distance certaines figures perçues comme trop proches du président ou du compromis. Ce scénario reste risqué : mal géré, il pourrait être interprété comme un aveu de désordre ou une victoire de Sonko, renforçant son aura mais fragilisant l'autorité présidentielle. À l'inverse, s'il est présenté comme une volonté de relance gouvernementale, il peut permettre de redonner du souffle à un exécutif en perte de cohérence.

Scénario 3 : Rupture assumée, Sonko se prépare à 2029

Le scénario le plus radical serait une rupture ouverte entre les deux hommes. Dans cette hypothèse, Sonko choisirait de se dégager progressivement de ses responsabilités gouvernementales, voire de quitter la primature, pour incarner une opposition interne ou externe au pouvoir. Cette position lui permettrait de se repositionner comme figure centrale de l'alternative politique, en vue de la présidentielle de 2029, en espérant que les barrières judiciaires soient levées d'ici là.

Une telle issue ouvrirait une période d'instabilité politique, avec des répercussions sur la gouvernance quotidienne et la mise en œuvre des réformes promises. Elle pourrait aussi fragiliser l'image de sérieux du Sénégal sur la scène internationale, affectant la confiance des partenaires techniques et des investisseurs.

Impact: stabilité interne et regards extérieurs

Quelle que soit l'option retenue, les tensions actuelles interrogent sur la capacité du Sénégal à préserver son équilibre institutionnel dans un contexte de transition. Les partenaires internationaux — France, Union européenne, CEDEAO, États-Unis — observent avec attention ces frictions, conscients du rôle central du Sénégal en Afrique de l'Ouest.

Pour les investisseurs, la priorité reste la stabilité et la visibilité. Or, un exécutif

divisé, des réformes bloquées ou une gouvernance imprévisible pourraient ralentir les flux d'investissements, freiner les grands projets publics et alimenter les incertitudes macroéconomiques.

Ce moment charnière offre donc une opportunité autant qu'un risque : celle de redéfinir les termes de la gouvernance issue de l'alternance, ou de sombrer dans une crise de leadership aux conséquences durables. La suite dépendra non seulement des choix faits par Sonko et Diomaye, mais aussi de la maturité politique de leur camp... et du pays tout entier.

L'image d'un pouvoir uni, forgé dans la douleur de la répression et dans l'enthousiasme de l'alternance, vacille aujourd'hui sous le poids des réalités de la gouvernance. Le discours d'Ousmane Sonko du 10 juillet n'est pas un simple épisode de tension : il a cristallisé des fractures latentes et posé, publiquement, une question que beaucoup évitaient jusqu'alors : l'unité révolutionnaire est-elle déjà brisée ? Pour certains, cette séquence marque un point de bascule, le début d'un cycle de dissensions internes qui pourrait reconfigurer les équilibres du pouvoir et la dynamique politique du pays. Pour d'autres, il s'agit d'une mise au point nécessaire, voire salutaire, dans un contexte où les attentes sont immenses, et où le silence ou la prudence peuvent rapidement être perçus comme de la trahison. Mais au-delà des personnes, c'est le fonctionnement même de la démocratie sénégalaise qui se joue ici. Une démocratie jeune, vivace, mais encore fragile, confrontée à une nouvelle réalité : celle d'un exécutif pluriel, issu d'un mouvement populaire, mais traversé par des ambitions et des visions parfois divergentes.

Ce moment charnière pourrait être l'occasion d'inventer une autre manière d'exercer le pouvoir, plus transparente, plus partagée, plus structurée. À condition que les ego s'effacent devant le projet collectif, et que la volonté de rupture ne cède pas à la logique de confrontation.

Une page est peut-être en train de se tourner au Sénégal. Reste à savoir si elle introduira un nouveau chapitre de maturité politique ou une phase de turbulences aux contours encore incertains.

SOCIÉTÉ



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire



Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique»

La santé mentale au travail est un enjeu devenu incontournable pour les entreprises dans le monde entier.

En Afrique, et particulièrement en Côte d'Ivoire, ce sujet reste pourtant encore largement sous-estimé, souvent relégué au second plan derrière les enjeux de performance, de rentabilité ou de productivité. Pourtant, le bien-être psychologique des collaborateurs est un levier stratégique majeur : il impacte directement la motivation, la créativité, la fidélisation des talents, la qualité du management et, in fine, les résultats économiques. Burn-out, démotivation, stress chronique, isolement en télétravail, charge mentale mal maîtrisée... autant de réalités invisibles qui touchent aujourd'hui de nombreux salariés et dirigeants, souvent sans que les entreprises ne sachent comment les identifier, les prévenir ou les gérer. Le coût humain est considérable, mais les conséquences pour l'organisation le sont tout autant : absentéisme, baisse de la performance collective, turn-over, climat social dégradé.

Chez YODAN, nous sommes convaincus qu'il est urgent de briser le silence et d'accompagner les organisations africaines à mieux intégrer la santé mentale dans leur stratégie de management et de développement.

C'est pourquoi nous lançons cette série éditoriale : «Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique».

Chaque épisode de cette série vous apportera des clés de compréhension, des bonnes pratiques et des pistes d'action concrètes adaptées à notre contexte socioculturel.

Notre ambition est simple : contribuer à bâtir des environnements de travail plus sains, plus humains et plus performants, en Côte d'Ivoire comme partout sur le continent.

Bonne lecture, et surtout, n'hésitez pas à engager la discussion avec nous !



BURN-OUT, BORE-OUT, BROWN-OUT : TROIS FLÉAUX INVISIBLES EN ENTREPRISE

Par
Dr Parfait Touré, CEO
YODAN

Le monde du travail contemporain, marqué par une pression constante sur les résultats, l'accélération des rythmes professionnels et la quête de performance à tout prix, expose les salariés à des risques psychosociaux majeurs. Parmi eux, trois formes d'épuisement professionnel se distinguent par leur impact silencieux mais dévastateur : le burn-out, le bore-out et le brown-out. Ces trois syndromes, bien que distincts, partagent une caractéristique commune : ils s'installent de manière progressive, souvent dans l'indifférence générale, jusqu'à affecter la santé mentale des individus et mettre en péril la dynamique collective de l'entreprise.

Le burn-out : l'épuisement par surcharge

Le burn-out est sans doute le plus connu des trois. Il est souvent décrit comme un épuisement physique, émotionnel et mental intense, provoqué par une exposition prolongée à un stress chronique lié au travail. Ce syndrome touche particulièrement les professionnels très investis, souvent dans des environnements où les exigences sont élevées et les ressources limitées. Le burn-out ne survient pas du jour au lendemain. Il s'installe progressivement, à mesure que la personne accumule la fatigue, la pression, la surcharge de responsabilités, sans trouver d'espace pour récupérer ou exprimer ses difficultés.

Les signes les plus courants du burn-out incluent une fatigue persistante, une perte d'énergie, des troubles du sommeil, une irritabilité croissante, un sentiment d'échec ou d'incompétence, et un désengagement progressif du travail. La personne en burn-out peut finir par se sentir vidée, détachée de son métier, voire cynique à l'égard de ses collègues et de l'organisation. Ce syndrome est souvent sous-estimé par les entreprises africaines, qui peinent encore à reconnaître que la surperformance peut masquer une détresse profonde.

Le bore-out : l'épuisement par l'ennui

Moins connu mais tout aussi destructeur, le bore-out est un syndrome d'épuisement psychologique lié à l'ennui chronique au travail. Contrairement au burn-out, il ne résulte pas d'une surcharge, mais d'une sous-chARGE :

tâches répétitives, absence de défis, missions dévalorisantes, ou encore sentiment d'inutilité. Le bore-out touche les salariés qui ont le sentiment que leur travail n'a pas de sens ou qu'il ne correspond pas à leurs compétences. Les personnes en situation de bore-out peuvent ressentir une grande lassitude, une perte de confiance en elles, une frustration permanente et une démotivation profonde. Elles peuvent adopter des stratégies d'évitement, comme le présentéisme vide (être physiquement présent sans réellement travailler) ou la procrastination. Ce syndrome est particulièrement fréquent dans les environnements où la gestion des talents est défaillante, où les compétences des collaborateurs sont sous-exploitées, ou où la culture managériale n'encourage pas l'épanouissement professionnel.

Le brown-out : l'épuisement par perte de sens

Le brown-out, quant à lui, est une forme d'épuisement liée à une perte de sens dans le travail. Il touche les collaborateurs qui ne comprennent plus l'utilité ou la finalité de leurs missions, ou qui sont en désaccord avec les valeurs, les pratiques ou les objectifs de leur organisation. Le brown-out peut surgir même chez des salariés ayant une charge de travail normale, mais qui ne trouvent plus de motivation parce qu'ils ne perçoivent plus la cohérence entre leur travail quotidien et ce qui leur semble important.

Ce syndrome se manifeste par une perte d'intérêt, une diminution de l'implication, un désengagement émotionnel et une perte progressive d'énergie. Le salarié peut avoir l'impression de travailler «à vide», de contribuer à des objectifs qui n'ont aucun sens pour lui, voire de participer à des actions contraires à ses convictions personnelles. Le brown-out est particulièrement préoccupant dans les environnements où la communication interne est défaillante, où les décisions sont imposées sans explication, ou où les valeurs affichées sont en contradiction avec les pratiques réelles de l'entreprise.

Un risque collectif sous-estimé

Ces trois formes d'épuisement, bien que différentes dans leurs causes, conduisent toutes à des conséquences similaires : démotivation, perte de performance, désengagement, absentéisme, voire démissions. Pour l'entreprise, ces situations se traduisent par une dégradation du climat social, une baisse de la qualité du

travail, une rotation excessive des équipes et une difficulté à atteindre les objectifs stratégiques. En Côte d'Ivoire comme ailleurs, ces fléaux restent souvent invisibles, car ils sont tus par les salariés eux-mêmes, par peur d'être jugés faibles, peu performants, ou ingrats. Les entreprises qui ne prennent pas la peine de détecter ces signaux faibles s'exposent à une crise silencieuse qui peut, à terme, fragiliser leur développement.

Que faire pour prévenir ces risques ?

La première étape consiste à former les managers et les équipes RH à reconnaître les signes de ces différentes formes d'épuisement. Il est également essentiel de créer des espaces d'expression où les collaborateurs peuvent parler librement de leurs difficultés, sans crainte de représailles ou de stigmatisation. Les entreprises doivent aussi repenser leur organisation du travail, en veillant à équilibrer les charges, à valoriser les compétences, à donner du sens aux missions et à renforcer la communication interne.

Enfin, faire appel à des experts de la santé mentale au travail, comme YODAN, permet d'accompagner les entreprises dans la mise en place de politiques de prévention adaptées, de proposer des actions de sensibilisation, et d'offrir un accompagnement personnalisé aux salariés en difficulté.

En comprenant et en agissant sur ces trois fléaux invisibles, les entreprises africaines peuvent non seulement protéger la santé mentale de leurs équipes, mais aussi renforcer durablement leur performance collective et leur attractivité.

Société

RDC : Kinshasa durement frappée par une épidémie de choléra, plus de 700 décès enregistrés, Tshisekedi appelle à une mobilisation urgente



La République Démocratique du Congo (RDC) fait face à une crise sanitaire majeure, avec une épidémie de choléra qui touche durement la capitale, Kinshasa. Lors d'une réunion du Conseil des ministres, le président Félix Tshisekedi a exprimé sa vive inquiétude face à l'ampleur de la situation, qui a déjà causé plus de 700 décès dans le pays depuis le début de l'année, dont une trentaine à Kinshasa.

Avec une population estimée entre 17 et 20 millions d'habitants, la capitale congolaise est particulièrement vulnérable. Selon les autorités sanitaires, trois quarts des zones de santé de Kinshasa sont actuellement touchées, les quartiers les plus défavorisés étant les plus exposés, révélant des failles persistantes dans l'accès aux services de base et à la santé publique.

La propagation rapide de l'épidémie s'explique par plusieurs facteurs: inondations récentes, effondrement des infrastructures d'assainissement, contamination des sources d'eau potable et déplacements massifs de populations vivant désormais dans des conditions de promiscuité et d'insalubrité extrêmes. Le président Tshisekedi a averti que les capacités hospitalières et funéraires sont à la limite de la saturation, faisant craindre une épidémie généralisée si des mesures d'urgence ne sont pas prises.

En réponse, le gouvernement a été chargé d'activer un plan de contingence national. Celui-ci prévoit le déploiement rapide d'équipes médicales dans les zones les plus affectées, l'installation de centres de traitement mobiles, la mise à disposition de stocks d'intrants essentiels et la désinfection systématique

des points d'eau, marchés, écoles et lieux publics.

Des actions d'urgence seront également engagées pour assurer la distribution massive d'eau potable, de kits d'hygiène et de produits de traitement de l'eau. Le plan prévoit aussi le renforcement de la surveillance épidémiologique et du dépistage communautaire, ainsi qu'une campagne de communication de proximité pour sensibiliser la population sur les gestes barrières et les mesures préventives à adopter.

Félix Tshisekedi a appelé à une mobilisation nationale, lucide et résolue, soulignant que la lutte contre le choléra est une priorité de santé publique et un enjeu vital pour la capitale et l'ensemble du pays.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Le lundi 7 juillet 2025, la Direction des Examens et Concours (DECO) a officiellement proclamé les résultats du Baccalauréat, session 2025, lors d'une conférence de presse animée par Mme Diarra Kadidiata Badji, Directrice de la DECO. Cette session se distingue par un taux de réussite national de 40,15 %, en nette progression par rapport à 2024, où le taux s'élevait à 34,17 %, soit une hausse de 5,98 points.

Mme Badji a salué la mobilisation de l'ensemble des acteurs du système éducatif, soulignant le travail rigoureux mené tout au long de l'année scolaire. Les épreuves écrites, organisées du 16 au 20 juin 2025 dans 546 centres de composition répartis sur 41 Directions

régionales, se sont déroulées dans un climat d'équité et de sérénité, sans incident majeur signalé.

Sur un total de 332 515 candidats présents, 133 518 ont été déclarés admis. Fait notable, les filles enregistrent une meilleure performance, avec un taux de réussite de 41,24 %, contre 39,06 % pour les garçons, traduisant leur engagement croissant dans la quête d'excellence académique.

Les résultats sont disponibles dans les centres de composition, où les candidats peuvent retirer leurs relevés de notes dès 14 h, sur présentation de leur convocation et d'une pièce d'identité. Ils sont également accessibles en ligne via le site officiel de la DECO : www.men-deco.org.

Société

Côte d'Ivoire : Baccalauréat 2025 – un taux de réussite national de 40,15 %, en hausse de 5,98 points par rapport à 2024

Mme Badji a rappelé que les opérations post-proclamation — retrait des relevés, réclamations — sont entièrement gratuites, appelant à la vigilance face aux tentatives d'escroquerie. La période de réclamations s'étend du 8 au 10 juillet, et les résultats des jurys spéciaux seront disponibles le vendredi 11 juillet à 14 h.

En conclusion, elle a félicité chaleureusement les admis, les encourageant à aborder l'enseignement supérieur avec courage, discipline et maturité. Elle a également adressé un message d'espérance et de résilience aux candidats non admis, les invitant à mettre à profit la période des vacances pour mieux se préparer en vue de la prochaine session.

Enfin, au nom de la Ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Professeure Mariatou Koné, Mme Badji a exprimé sa reconnaissance à l'ensemble des acteurs ayant contribué au bon déroulement de cette session 2025 : forces de sécurité, ministères partenaires, personnels de la DECO, journalistes et examinateurs.



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Société

Sénégal : Interception de 201 migrants en partance pour l'Espagne dans le delta du Sine Saloum



Dans la nuit du 8 au 9 juillet, l'armée sénégalaise a intercepté 201 migrants tentant de quitter le territoire en direction de l'Espagne, dans le delta du Sine Saloum, devenu au cours de l'année écoulée un point de départ privilégié pour l'émigration clandestine.

L'opération a été menée par la marine sénégalaise, en patrouille dans la région. Les forces ont découvert un premier groupe de 69 personnes rassemblées sur la terre ferme, majoritairement composé d'hommes, mais incluant également des femmes et des enfants. En parallèle,

132 autres migrants ont été retrouvés cachés dans une pirogue, prête à prendre la mer en direction des îles Canaries.

Le Sine Saloum, avec ses nombreux bras de fleuve et ses bolongs, constitue un environnement difficile à surveiller, ce qui en fait un point de départ de plus en plus fréquenté par les candidats à l'émigration. Pour faire face à cette dynamique, la marine sénégalaise a installé l'année dernière une station de surveillance à Foundiougne, ville située à l'entrée du parc naturel, dans le but de freiner cette

hémorragie migratoire qui affecte les côtes sénégalaises et les zones de pêche.

Cette interception met en lumière les défis croissants liés à l'émigration clandestine depuis le Sénégal, un phénomène qui inquiète les autorités ainsi que les ONG de défense des migrants, telles qu'Horizons sans Frontières. Les efforts pour endiguer cette crise se poursuivent, alors que de nombreux jeunes continuent de risquer leur vie dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Société

Nigeria : Nouvelles restrictions sur les visas américains – l'inquiétude enflé chez les étudiants, commerçants et touristes nigérians

Les États-Unis ont récemment annoncé des restrictions significatives concernant l'octroi de visas pour les citoyens nigérians, à l'exception des catégories « immigrants » et « diplomates ». Dans une notice publiée le 8 juillet sur le site de l'ambassade américaine au Nigeria, il a été précisé que les nouveaux visas seront limités à une entrée unique et ne pourront excéder une durée de trois mois. Cette décision marque un changement majeur par rapport à la politique précédente, qui permettait aux Nigérians de bénéficier de visas à entrées multiples pour des périodes beaucoup plus longues.

Cette nouvelle réglementation suscite de vives inquiétudes parmi les étudiants, commerçants et touristes nigérians, qui se retrouveront confrontés à des obstacles accrus pour voyager aux États-Unis. Les autorités américaines ont justifié

ces changements par un « réalignement global de la réciprocité », une explication qui a semé la confusion au sein de la population nigériane.

Les conseillers du président Bola Tinubu ont rapidement réagi, soulignant que des « visas de cinq ans à entrées multiples » sont régulièrement accordés aux citoyens américains souhaitant se rendre au Nigeria. Cette situation a conduit le ministère nigérian des Affaires étrangères à déclarer que cette décision américaine semble « contraire aux principes de réciprocité, d'équité et de respect mutuel » qui devraient régir les relations entre nations amies. Le ministère a ainsi exhorté les États-Unis à reconsiderer leur position dans un esprit de partenariat et de coopération.

En 2024, le Nigeria représentait un cinquième des visas non immigrants délivrés par les États-Unis, faisant de ce pays le principal

pourvoyeur d'étudiants africains dans les universités américaines. L'inquiétude est d'autant plus palpable que les Émirats arabes unis ont également durci les conditions d'obtention de visas pour les Nigérians, alors que Dubaï demeure une destination prisée par les citoyens nigérians.

De plus, le département d'État américain a récemment annoncé des restrictions similaires pour les citoyens du Ghana, du Cameroun et de l'Éthiopie, renforçant ainsi les craintes d'une tendance plus large affectant les relations entre les États-Unis et plusieurs pays africains.

Cette situation soulève des questions sur l'avenir des échanges entre le Nigeria et les États-Unis, ainsi que sur l'impact potentiel sur les relations bilatérales, dans un contexte où la coopération internationale est plus que jamais nécessaire.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

  (+33) 7 55 89 00 81

  (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com